

SÉANCE SPÉCIALE DU 9 MAI 2011

Procès-verbal de la séance spéciale du conseil de la municipalité de Saint-Ferdinand, tenue le 9 mai 2011, à 19 heures, à la salle du conseil, 821 rue Principale.

Sont présents: Guylaine Blondeau, conseillère ainsi que
Clermont Tardif, Jean-Claude Gagnon, Gérard Garneau et
Bernard Barlow, conseillers formant quorum sous la
présidence de Renée Vigneault, maire suppléant.

Est absent : Donald Langlois, maire

L'avis de convocation a été transmis au membre du conseil
absent.

Est également présente : Sylvie Tardif, directrice
générale et secrétaire-trésorière.

Ouverture de la séance

La séance est ouverte par Renée Vigneault, maire suppléant.

ORDRE DU JOUR

1. Dérogation mineure d'Alexandre Lambert
2. Période de questions
3. Levée de la séance

2011-05-136 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Gérard Garneau, appuyé par Guylaine
Blondeau et résolu d'adopter l'ordre du jour tel que
présenté. Adopté à l'unanimité des conseillers.

2011-05-137 Dérogation mineure d'Alexandre Lambert

Attendu qu'Alexandre Lambert et Catherine Champagne ont
déposé une demande de dérogation mineure pour modifier la
largeur de la bande riveraine vis-à-vis le lot 333-15-9 du
canton de Halifax;

Attendu que l'ex-municipalité de Bernierville a adopté le
règlement no 202 sur les dérogations mineures en date du 5
mai 1989 selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

Attendu que lors de l'élaboration d'un règlement municipal,
il est difficile de prévoir toutes les situations que peut
comporter son application et peut dans certains cas porter
un préjudice sérieux au requérant, voire empêcher la
réalisation d'un projet;

Attendu qu'une dérogation mineure peut être accordée à
l'égard de dispositions réglementaires imposant des
contraintes pour des raisons de protection
environnementale, notamment dans le cas des dispositions
sur la protection des rives et du littoral qui découlent de
la Politique de protection des rives, du littoral et des
plaines inondables adopté par le gouvernement du Québec en
décembre 1987 et révisée en 1991, en 1996 et en 2005 et en
vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;

Attendu que le Comité consultatif d'urbanisme a étudié les
conséquences telles que devenir un préjudice sérieux, la
jouissance du droit de propriété des immeubles voisins, les
impacts sur l'immeuble et sur les immeubles voisins et
autres;

Attendu que la demande porte sur des travaux en cours et
que deux conditions s'ajoutent, soit le permis de
construction et si le tout est effectué de bonne foi; ce

qui a été respecté : le permis ayant été délivré le 30 mars 2011 de bonne foi;

Attendu que le terrain sur lequel la construction d'une résidence est en cours a fait l'objet d'une action cadastrale déposée officiellement le 4 mai 1993 et dont le cours d'eau était nommé fossé sur le plan;

Attendu que le terrain situé au 858 rue Bernier Est est desservi par les services municipaux tels que l'aqueduc et l'égout depuis 1984 environ;

Attendu que le conseil de la municipalité de Saint-Ferdinand, par cette résolution, veut cristalliser de façon publique et officielle la légalité de la situation;

En conséquence, il est proposé par Bernard Barlow, appuyé par Guylaine Blondeau et résolu d'accepter la demande de dérogation mineure de Alexandre Lambert et Catherine Champagne pour permettre la continuation de la construction d'une résidence à son emplacement actuel sur le lot 333-15-9 du canton de Halifax avec un empiètement variant entre 3 mètres et 3,5 mètres dans la bande riveraine prescrite à 10 mètres dans la réglementation aux conditions suivantes :

- Que les propriétaires fassent en sorte d'assurer la protection de ses biens en s'adaptant au contexte de la proximité d'un cours d'eau (drains d'évacuation, capacité de pompage, vérification régulière du cours d'eau);
- Que l'aménagement de la bande riveraine soit fait en respectant les normes du Règlement visant à protéger les rives, le littoral et les zones inondables, à procéder à la renaturalisation des rives dégradées, décapées ou artificielles (règlement municipal no 2009-90).

Adopté à la majorité des conseillers.

Aucun citoyen présent.

2011-05-138

Clôture de la séance

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, il est proposé par Clermont Tardif, appuyé par Jean-Claude Gagnon et résolu que la présente séance soit levée à 19h20. Adopté à l'unanimité des conseillers.

Maire

Secrétaire-trésorière